

# Le temps des

Dans la suite du débat suscité dans votre édition du 15 août 2012 par M. Badreddine Mili suite aux propos «commis» par M. Michel Onfray dans l'édition d'El Watan week-end du vendredi 10 août 2012, je vous prie de bien vouloir me permettre d'apporter ma modeste contribution.

Camus est et restera un sujet de débat avec ses partisans et ses détracteurs. Que l'on pense qu'il était pour une Algérie française avec plus de droits pour les Algériens ou que c'était un fervent détracteur de l'ordre colonial, ou encore qu'il était les deux à la fois, cela peut et doit être débattu en toute sérénité sans verser, comme l'a fait Monsieur Onfray, dans le pédantisme et l'excommunication de tous ceux qui ont commis ce crime de lèse-majesté d'avoir osé ne pas penser comme lui.

Peut-on traiter de plume de Camus Kateb Yacine parce qu'il a écrit de Camus que «malgré ses airs d'anticolonialiste, les Algériens étaient absents de l'œuvre de Camus pour qui l'Algérie c'était Tipaza, un paysage» (A. J. Lenzi *L'Algérie de Camus*)?

Peut-on faire de même avec Edward Saïd, ce monument de la littérature arabe et américaine, fervent militant des droits de l'homme, qui disait de lui «que ses récits avaient une vitalité négative, il en émanait un sentiment de gâchis et de tristesse que nous n'avons pas encore bien compris et dont nous ne sommes pas tout à fait remis» (*Monde diplomatique*, novembre 2008 p8 et 9)? Peut-on, sans verser dans le ridicule, penser que ces deux immenses auteurs, pour ne citer que ceux-là, au passé militant sans pareil, sont des thuriféraires du pouvoir ? Les lecteurs jugeront.

## Camus et le problème algérien

Oui, Albert Camus était un homme pour le moins que l'on puisse dire complexe. Il a été sûrement un humaniste très sensible à la misère des Arabes comme il les appelait, et ceci se retrouve dans nombre de ses écrits et de ses actions. Il milita en faveur de l'introduction du recours en grâce pour de nombreux condamnés à morts algériens en 1959 auprès du général De Gaulle et d'André Malraux. Il n'a pas hésité à dénoncer les exactions commises par le colonialisme après les manifestations de Sétif en 1945. Il avait dit, je le cite : «Nous sommes en train de faire dans ce cas-là ce que nous avons reproché aux Allemands de faire.»

Dans *Misère de Kabylie* en 1939, il dénonce la misère et la pauvreté qui frappe la population arabe et fait des propositions pour des réformes très utopiques certes, mais il a eu ce mérite de les avoir proposées.

Humaniste, Camus l'était mais c'était aussi quelqu'un qui s'était prononcé sans ambiguïtés contre la volonté d'indépendance de ce qu'il appelait les Arabes et non les Algériens, comme en témoignent les quelques extraits qui suivent.

Dans *Algérie 1958*, il déclarait : «Si bien disposés qu'on soit envers la revendication arabe, on doit cependant reconnaître qu'en ce qui concerne l'Al-



Michel Onfray.

gérie, l'indépendance nationale est une formule purement passionnelle. Il n'y a jamais eu de nation algérienne» (*Albert Camus tel qu'en lui-même* de François Chavanes). Dans *Algérie 1958* toujours, Camus caractérise «d'illégitime la revendication algérienne d'indépendance et sous-entend qu'elle n'est pas une revendication du peuple arabe mais le fait de quelques militants sans aucune culture». Dans *l'Algérie déchirée de 1955*, il écrivait que «Les opprimés qui luttent en utilisant les armes au nom de la justice deviennent des oppresseurs et il ne faut pas oublier que la France garde un rôle civilisateur envers les populations inférieures».

Dans *l'Algérianité*, Leila Benamar Benmansour rapportait de lui cette formule : «L'Algérie est aujourd'hui un territoire habité par deux peuples, je dis bien deux peuples, l'un est musulman et l'autre ne l'est pas, les deux peuples ont un droit égal à conserver leur patrie.» Camus pensait aussi que les immigrations successives de juifs, Turcs, Arabes, Français rendaient la notion de nation algérienne caduque.

Voilà les deux facettes de Camus, un grand humaniste mais dont l'erreur a été de penser et d'écrire dans *Misère en Kabylie* que «la crise apparente dont souffre l'Algérie est d'ordre économique». Camus considérait que le problème algérien était l'équivalent d'une querelle entre deux populations qu'il fallait réconcilier l'une avec l'autre en les renvoyant dos à dos avec une petite tape sur l'épaule.

Cette vision très puérile ne reflétait évidemment pas du tout la réalité et l'histoire de cette terre algérienne. En effet, il s'agissait ni plus ni moins que d'une guerre entre un peuple colonisé qui voulait libérer sa terre et un colonisateur qui voulait garder cette colonie quitte à faire quelques petites réformes superficielles comme le projet Blum-Violette. Projet que vous semblez cautionner mais rejeté à juste titre par le peuple algérien car, en fait, il n'était destiné qu'à une partie infime d'Algériens triés sur le volet. L'œuvre de Camus concernant le problème algérien a tourné autour de trois questions : y a-t-il une oppression coloniale en Algérie ? Y a-t-il une nation algérienne ? La revendication d'indé-



Albert Camus.

pendance algérienne est-elle légitime ? Camus a répondu clairement et sans ambiguïtés comme nous venons de le voir. Oui à la première et non aux deux autres. Telle est, à notre sens, l'erreur de Camus et que l'histoire, qui malheureusement ne se refait pas, a retenue. D'ailleurs, la mauvaise foi et l'absence totale d'objectivité avec lesquelles Monsieur Onfray prend la défense de Camus nous laisse interrogatif sur les véritables raisons de cette attitude de la part d'un philosophe qui nous avait habitués à un peu plus de discernement dans ses prises de position.

Nous avons peut-être un début de réponse avec Olivier Todd, biographe de Camus, qui accusait Onfray «de sanctifier Camus pour démoniser Sartre» (*Monde* du 13 janvier 2012). En effet, il ne faut pas oublier que l'auteur de *Ni Dieu ni Maître* nous a habitués à un tel exercice en attaquant Freud.

## Les Algériens, la violence et l'assimilation

Monsieur Onfray, dans ce qui ressemble à une falsification délirante de l'histoire, dit «que ce sont les Algériens qui ont choisi la voie de la violence... et que Camus n'a jamais eu le soutien de ceux qui, déjà en 1945, avaient choisi de commencer par la violence...».

Rien que ça Monsieur Onfray et vous citez Melouza pour étayer votre incroyable relecture de l'histoire. Certes, Melouza nous interpelle mais peut-on faire comme si l'histoire de l'Algérie avait commencé en 1945 ou en 1954 et faire fi des 115 ans ou plus de colonisation passés ?

Plus d'un siècle de tergiversations sans fin et sans résultats de l'administration coloniale pour mettre fin aux ségrégations, à l'injustice et la misère qui frappaient les Algériens.

Ces Algériens qui avaient participé activement et héroïquement à la libération de votre pays, Monsieur Onfray, du joug nazi s'attendaient, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pouvoir espérer eux aussi accéder à leur indépendance et devenir libres. C'est ce qu'ils ont essayé de demander lors des manifestations pacifiques de Sétif de 1945 auxquelles l'administration coloniale a répondu par une répression

Par Nasser Djidjeli\*

sans pareil dans l'histoire de l'humanité. A partir de 1945, les Algériens avaient compris que l'assimilation qu'on leur faisait miroiter n'était qu'un leurre, et c'est dorénavant l'indépendance totale de leur pays qu'ils devront revendiquer. C'est ce qu'ils firent en prenant les armes en 1954. Les tentatives de trouver des solutions pacifiques dans l'égalité des droits et devoirs n'ont jamais manqué de la part des Algériens. Et l'exemple d'un homme comme Ferhat Abbas pour ne citer que lui, qui avait demandé en 1931 l'assimilation pour les Algériens et avait essuyé un refus de l'administration coloniale, est on ne peut plus caricatural. Il devint l'un des chefs historiques de la révolution algérienne.

Georges Clementel, ministre des Colonies en 1905, disait, je cite : «Notre politique a définitivement brisé l'assimilation. La mentalité française ne peut pas plus s'acclimater aux tropiques que ne le peuvent notre faune ou notre flore. L'assimilation est une thèse erronée et dangereuse.» Jules Ferry a lui aussi été un porte-parole très acharné de ce rejet de l'assimilation.

Dans un texte consacré à la Tunisie sous occupation française, il écrivait : «Le régime représentatif, la séparation des pouvoirs, la déclaration des droits de l'homme et les constitutions sont des formules vides de sens dans les colonies en raison de la présence de populations indigènes arriérées. D'autres lieux, d'autres races exigent l'instauration d'un autre régime politique que celui qui est établi en métropole.» Cela se passe de tout commentaire et explique la longévité du code de l'indigénat de février 1875, appelé aussi code matraque ou monstre juridique par certains juristes comme Arthur Giraud, grand spécialiste du droit colonial. Jusqu'en 1945, les Algériens étaient traités comme des sujets et non comme des citoyens français, c'est l'assujettissement contre l'assimilation. Ceci était vrai pour tout l'empire français, et l'exception française d'un colonialisme BCBG tant vanté par la métropole était un grand mensonge.

Pierre François Gonidec, professeur de droit émérite et auteur de nombreux ouvrages sur le droit colonial disait : «Cette politique coloniale se caractérisait par beaucoup d'assujettissement, très peu d'autonomie et un soupçon d'assimilation.» Pour Pierre Dares, spécialiste du droit colonial, «les lois métropolitaines ne s'étendaient pas de plein droit aux colonies qui sont régies par une législation différente».

Les conclusions d'un récent colloque sur cette politique de l'assimilation, organisé par le groupe d'amitié France-Algérie du Sénat français en juillet 2012 et qui a réuni d'éminents historiens spécialistes de l'Algérie, ont été sans appel. Les différents intervenants ont été unanimes à dire que «cette assimilation a été un mythe politique destiné à faire croire en la compatibilité de la colonisation avec les valeurs républicaines».

L'administration coloniale, pour des raisons ethnico-raciales, notamment l'islamité de ces populations indigènes,